

Questions orales

Le député a posé une question au sujet de l'avenir du ministère des Affaires des anciens combattants. Je peux lui donner l'assurance absolue que nous avons l'intention de perpétuer ce ministère et de lui garder toute son indépendance et son importance au sein du gouvernement.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LES DÉPENSES DU CANADA POUR L'AIDE À L'ÉTRANGER
L'ANNÉE PROCHAINE**

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Madame le ministre peut-elle confirmer à la Chambre qu'à cause de l'inflation, les dépenses du Canada pour l'aide à l'étranger diminueront l'année prochaine, en valeur réelle? Dans l'affirmative, dirait-elle à la Chambre pourquoi elle continue à parler dans les tribunes internationales de la nécessité d'aider davantage les démunis, tout en réduisant la valeur réelle de cette aide?

L'hon. Flora MacDonald (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous ferons connaître à la Chambre et au pays les chiffres exacts de notre programme d'aide lorsque nous déposerons les prévisions de dépenses l'année prochaine. Je ne suis pas en mesure, pour le moment, de donner ce renseignement à l'honorable représentante. Toutefois, je peux dire que les sommes consacrées à l'aide aux pays émergents ne seront pas inférieures l'année prochaine, en dollars, à celles de cette année.

En outre, j'aimerais souligner que nous avons récemment versé à certains pays comme le Bangladesh, dans le cadre d'un nouveau programme d'aide alimentaire, des sommes atteignant quelque 40 millions de dollars et que nous nous sommes engagés à dépenser encore 10 millions dans les Antilles. Et encore tout récemment nous nous sommes engagés à verser quelque 15 millions au Kampuchea pour aider à résoudre aux besoins répondre de la population de cette partie du monde.

● (1440)

Mlle Jewett: Je comprends que les crédits ne seront pas diminués. Le malheur veut qu'avec un taux d'inflation de 9 p. 100 et une augmentation probable de 2 p. 100 environ de l'aide, la valeur réelle de notre aide est en baisse.

Le ministre peut-elle nous assurer qu'en toute équité une juste assurance que l'augmentation de l'aide au Kampuchea, sur laquelle nous sommes tous d'accord, n'entraînera pas de réduction aux autres chapitres de l'aide étrangère, et j'inclus celle fournie par les organismes non étatiques?

Mlle MacDonald: Je puis assurer à l'honorable représentante que l'attention et l'importance que nous portons au travail des organismes non étatiques va non pas diminuer, mais augmenter dans les années à venir.

[M. Clark.]

L'ASSURANCE SOCIALE**L'UTILISATION DES NUMÉROS**

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre d'État au Conseil du Trésor. Le ministre peut-il nous dire de façon générale quelles sont ses attributions . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Clarke: . . . et si en particulier elles comportent la recherche de l'utilisation sans motif du numéro d'assurance sociale? Dans l'affirmative, j'aimerais lui demander quelles mesures il prend pour empêcher l'utilisation non motivée de ce numéro par l'administration et par le secteur privé.

Des voix: Bravo!

L'hon. Perrin Beatty (ministre d'État (Conseil du Trésor)): Je serais tenté de répondre à la première partie de la question de mon honorable ami en disant qu'il s'agit là de renseignements confidentiels. En fait, le premier ministre m'a prié de me charger des questions de bilinguisme dans la Fonction publique ainsi que de la protection de la vie privée, de faire respecter la Partie IV de la loi sur les droits de l'homme. Je vais présenter des projets de lois concernant le bill omnibus sur les sociétés de la Couronne, et je répondrai pour le gouvernement des questions relatives à la réforme de la réglementation dans le domaine étudié par la Commission Lambert.

Quant à la deuxième partie de la question, je lui dirai que je suis effectivement compétent pour l'élaboration d'une politique gouvernementale en matière de numéros d'assurance sociale. Je pense pouvoir annoncer à la Chambre, d'ici quelques jours, que le gouvernement va adopter une stratégie tout à fait différente de celle du gouvernement précédent—nous allons ramener au strict minimum l'emploi du numéro d'assurance sociale à l'administration fédérale . . .

Des voix: Bravo!

M. Beatty: . . . donnant ainsi l'exemple au secteur privé . . .

Des voix: Règlement!

M. MacEachen: Dix heures!

* * *

[Français]

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES**ON DEMANDE SI DES DÉCISIONS SUR LES GRANDS PROJETS AU
QUÉBEC SERONT BIENTÔT ANNONCÉES**

L'hon. Marcel Lessard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le président, ma question s'adresse à l'honorable ministre des Approvisionnements et Services. Vu la réunion qui s'est tenue à Montréal, hier, de plusieurs ministres fédéraux et provinciaux au cours de laquelle on a discuté de projets à réaliser au Québec et à la suite de commentaires que nous avons entendus hier soir de ministres provinciaux et également du sénateur de Cotret, l'honorable ministre pourrait-il nous dire s'il a l'intention d'annoncer immédiatement ou très prochainement les décisions que son gouvernement aura prises à l'effet d'investir dans les projets qui avaient déjà été annoncés au Québec, et j'ai particulièrement à l'idée, bien sûr, ce projet du centre de traitement des données fiscales, à Jonquière?